

Que nous réservent les deux prochaines années ?

Que nous réservent, pour 2009-2010, les perspectives économiques tracées par la Banque mondiale ? Son dernier rapport «Perspectives pour l'économie mondiale 2009, les marchés des produits de base à la croisée des chemins», même s'il n'est pas inquiétant pour le court terme, invite à la plus grande des prudenances dans la conduite des politiques économiques, notamment budgétaires.

L'Algérie fait partie d'une région (Moyen-Orient et Afrique du Nord) qui a subi des changements difficiles liés à l'évolution des prix mondiaux des produits de base ; elle a connu «des augmentations progressives puis une flambée des prix du pétrole brut, des denrées alimentaires (des céréales en particulier) et des matières premières entre 2005 et le milieu de 2008, ainsi qu'un éclatement aussi soudain qu'énergique de la bulle durant la seconde moitié de 2008» (le prix du pétrole a chuté de sa crête de près de 150 dollars le baril au début du mois de juillet à environ 65 dollars le baril à la fin octobre 2008).

Le rapport prévoit un «revirement spectaculaire des comptes courants sur la période 2008-2010». Les pays exportateurs de pétrole connaissent depuis le troisième trimestre de l'année écoulée une baisse sensible des recettes pétrolières, des termes de l'échange et de l'excédent des comptes courants qui se manifestera plus nettement en 2009.

Le solde positif des transactions courantes des pays exportateurs de pétrole a, certes, continué d'augmenter en 2008, quoique modérément, passant de 17,2 % du PIB en 2007 à 18,7 % en 2008. Cependant, la récession de l'économie en 2009 exercera une pression vers le bas plus forte sur les cours du pétrole et entraînera un fléchissement supplémentaire non négligeable de la demande mondiale de pétrole. L'excédent des comptes courants du groupe devrait accuser une forte baisse

à 8 % du PIB en 2009 et à 5,4 % au plus tard en 2010.

La croissance de l'économie réelle sera affectée par la contraction des revenus, avec une «réduction en nombre d'ambitieux projets d'investissement ou le report de programmes envisagés».

Le PIB de la région devrait régresser, passant de 5,8 % en 2008 à 3,9 % en 2009. La croissance des pays exportateurs de pétrole et des économies diversifiées devrait tomber à environ 4 % en 2009. L'augmentation très graduelle de la demande mondiale de pétrole entravera probablement la progression du PIB dans les pays exportateurs de pétrole, la limitant à 5 % en 2010.

Jusque-là, les effets directs de la crise financière sont relativement modérés ou peu visibles, mais plusieurs pays restent vulnérables.

Que nos banques aient été déconnectées de la finance internationale, de son ingénierie financière (les banques publiques locales ne détiennent pas de titres hypothécaires à risque élevé ou «actifs toxiques») et autres produits dérivés, d'une part, et que le pays ait entrepris le remboursement anticipé de sa dette extérieure, d'autre part, cette conjonction de facteurs, qu'elle ait été calculée ou qu'elle résulte du hasard, a largement protégé l'économie nationale.

Les banques publiques, qui sont le principal allocataire de ressources pour l'investissement, ont vu leurs fonds propres connaître une croissance en hausse, du fait de leur assainissement, de la réévaluation de leurs actifs et des résultats positifs qu'elles ont enregistrés en 2007 : le retour sur capital ou investissement a ainsi évolué de 3 % en 2003 à 25 % en 2007 (de 25 à 27 % pour les banques privées). Les grands projets (eau, électricité, transport, pétrochimie) sont financés par des groupements de banques.

L'anticipation du rembourse-

ment a finalement participé à amortir les effets indirects de la crise financière. Suite à l'annonce du plan de relance du secteur financier par les autorités américaines au début du mois d'octobre 2008, les spreads sur la dette souveraine, donc la dette publique externe, ont augmenté de 170 points de base pour le Liban (un des pays les plus endettés au monde) et de 100 points pour l'Egypte (fortement tributaire des ressources extérieures et des aides) ; ces augmentations soutenaient toutefois la comparaison avec la hausse moyenne de 250 points de base pour l'ensemble des pays en développement à cette période. Par la suite, chaque pays étant confronté à un contexte marqué par des mesures concertées visant à réduire les taux dans l'ensemble des pays de l'OCDE, des plans renforcés de relance économique et le début du dégel des marchés du crédit, les spreads ont grimpé en Egypte atteignant 350 points, tandis qu'ils montaient en flèche au Liban, s'établissant à 730 points de base au début du mois de novembre.

Il s'agit ici des emprunts à taux d'intérêt variable ou flottant soumis à une double charge : la marge ou «spread» que le débiteur doit payer en couverture des coûts et des risques de l'intermédiation bancaire et de la «prime rate» (ou taux de base, taux privilégié ou taux d'escompte officiel appliqué par les banques centrales à partir duquel les autres banques fixent leur taux de prêts).

L'indice de vulnérabilité présenté (une mesure pondérée des risques encourus par un pays en raison de l'évolution des spreads sur les fonds souverains, des marchés boursiers, des taux de change et des apports bruts de capitaux) donne à penser que le Liban, la Syrie, la Jordanie et l'Egypte comptent parmi les pays les plus affectés de la région.

La région a enregistré une augmentation de l'investissement de l'ordre de 20 % en 2008,

ce qui représente 3,4 points de pourcentage compris dans les 5,8 % de taux de croissance de la région, tandis que les dépenses de consommation ont augmenté de 7 %.

Parmi les exportateurs de pétrole de la région, l'Algérie affiche une croissance en hausse en 2008 avec un taux de 4,9 % contre 3,1 % en 2007, alors que se poursuivaient, à un rythme soutenu, les gains de croissance, à hauteur de 6 % dans le secteur non pétrolier, notamment dans la construction et les services liés aux projets d'infrastructure.

Ces chiffres corroborent à la virgule près ceux du CNES qui a prévu pour 2008 une croissance de 4,9 % (contre 5,8 % selon la loi de finances et 3,5 % selon la loi de finances complémentaire). Une croissance en hausse comparativement aux années précédentes : 2 % en 2006 et 3 % en 2007 contre respectivement 7,9 % et 6,7 % dans les pays émergents (2,7 et 1,3 % dans le monde).

Elle est portée par les services et le BTPH. Moins par l'industrie — 1 % (en volume) — qui voit sa part dans le PIB dégringoler de 18 % au début des années 1980 (héritage de Boumediène) à un peu plus de 5 % aujourd'hui. A titre comparatif, l'industrie fournit plus de 20 % du PIB tunisien, contre 18 % pour l'agriculture, un peu plus de 10 pour les TIC. Contrairement aux préjugés, le tourisme est relégué aujourd'hui à la portion congrue du PIB (6 %).

L'Algérie est en bonne posture pour supporter les effets de la crise financière internationale non pas parce qu'elle a réussi à diversifier son économie mais parce que la conjoncture pétrolière lui a été longuement favorable ; à la fin du mois de septembre 2008, les réserves du pays s'élevaient à 140 milliards de dollars, soit 30 milliards de dollars de plus, comparé à la fin de 2007.

Les incertitudes qui plombent la croissance et le dévelop-



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

pement tiennent essentiellement à l'évolution moyenne des prix du pétrole ; elles sont le facteur de risque le plus élevé. Se hasardant à établir un ordre de grandeur, les auteurs du rapport écrivent : «Le niveau auquel se stabiliseront les prix mondiaux du pétrole, sur la base des fondamentaux et des pressions exercées par l'Opep, déterminera la dynamique de croissance potentielle des économies de la région dominées par le pétrole. Le scénario de référence repose sur l'hypothèse de prix mondiaux du pétrole brut se situant entre 65 et 75 dollars le baril jusqu'en 2010, évoluant ensuite vers un prix d'équilibre réel de 60 dollars le baril (2007) d'ici 2015». Néanmoins, si une répétition du scénario de 1985-86, où les cours du pétrole ont plongé à 10 dollars le baril, n'est pas envisageable, la probabilité de passer en dessous du seuil de 50 dollars le baril n'est pas à écarter, cela s'accompagnant des mesures d'ajustement qui s'imposeront aux exportateurs de la région.

La deuxième source d'inquiétude réside dans «l'éventualité de remous au sein de la population, face aux conditions potentiellement difficiles que créerait une récession économique mondiale». Le bouillonnement et le mécontentement sociaux n'ont pas encore dit toute leur ampleur et leur profondeur.

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com



Oui M'sieur ! Indépendant avec un D majuscule !

Présidentielle 2009. Le sismologue, Loth Bonatiro, candidat à cette élection vient de faire sa déclaration de patrimoine. Il affirme ne posséder qu'une ...

...échelle !

Ce que vous pouvez être mauvais, tout de même ! J'entends d'ici le sifflement de vos langues fourchues. A peine a-t-il eu le temps de dire qu'il se représentait à la tête du pays en tant que candidat indépendant, que vous avez aussitôt commencé à ricaner comme des hyènes. Bien sûr qu'il est indépendant. Complètement indépendant. Totalement indépendant. Indépendant et même au-delà ! Ô ! Ça vous va bien de lui dénier le label indépendant sous le prétexte fallacieux qu'il aurait augmenté les députés juste avant l'amendement du 12. Y a que des vipères comme vous pour y voir un lien politicien, une basse manœuvre électorale. Là où finalement le cher président n'a fait montre que de simple et musulmane compassion à l'endroit d'une catégorie d'Algériennes et d'Algériens défavorisés et vivant jusque-là dans la précarité, les députés. Regardez-moi ça, entendez ces énormités ! Vous récidivez dans la mauvaise foi en soupçonnant le cher, très cher président-candidat d'avoir bien choisi le moment pour ordonner à Ouyahia de payer les arriérés de salaire des milliers de travailleurs jusque-là réduits à la mendicité. C'est le comble ! Assimiler ce geste de charité

républicaine, de fraternité et d'entraide à une vicieuse opération de charme avant le 9 avril, c'est tout simplement mesquin de votre part. Et ne me dites surtout pas que le raïs indépendant aurait pu régler le contentieux des salaires plus tôt, qu'il avait deux mandats, deux fois cinq ans pour le faire. Il l'a fait ! Et pas à l'approche du 9 avril 2009. Non M'sieur ! Il l'a fait en 2004. Un peu avant le 15 avril. Et il l'avait déjà fait en 1999. Donc, des années, bien des années avant le 9 avril 2009. Vous voyez ? C'est pas une preuve, ça, qu'il est résolument indépendant ? Non, vraiment, je vous trouve pitoyables. Vouloir entacher l'indépendance d'un aussi fier cavalier que lui par vos soupçons infondés. Tenter de diminuer de sa bonté toute naturelle, de son refus obstiné des calculs politiques, de son désintéressement absolu des attrait du pouvoir, c'est petit, très petit ! Et c'est surtout malhonnête. Car, ce faisant, vous escamotez une partie importante, capitale de son discours prononcé à la Coupole. Là où il dit ne s'être décidé à se représenter que sous la pression populaire et les millions de poitrines d'Algériennes et d'Algériens qui se sont gonflées pour l'appeler à briguer un 3^e mandat. Osez dire, là aussi, que c'est une manœuvre politicienne et que, dans les faits, personne ne l'a vraiment forcé à rempiler ? Osez ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.